

JOURNÉE NATIONALE DE MOBILISATION CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ : TOUT-E-S CONCERNÉ-E-S !

La crise économique et sanitaire que nous traversons est une crise sociale sans précédent. Les chiffres catastrophiques du chômage qui sont annoncés depuis mars dernier ne font que révéler l'enracinement du chômage de masse malgré les mensonges gouvernementaux sur les offres d'emploi non pourvues.

Les inégalités explosent, la précarité monte en flèche et les chômeur-se-s subissent de plein fouet l'hypocrisie du gouvernement : **le Gard est très touché avec 15,5 % de chômeurs & chômeuses en 2020 et Bagnols-sur-Cèze fait face à une précarité galopante.**

Alors que le gouvernement prétend avoir reporté sa contre-réforme de l'assurance chômage, il oublie de préciser que l'immense majorité des travailleurs précaires qui ont perdu leur emploi avant le 1^{er} août, sont privé-e-s d'indemnisation faute de pouvoir justifier de 910 heures travaillées.

A cela s'ajoutent les licenciements boursiers en pleine crise de COVID :

- DANONE = 1,9 milliards de bénéfice en 2019 = 500 suppressions d'emploi
- TOTAL = 11,8 milliards de bénéfices en 2019 = 800 à 1000 suppressions d'emploi
- BRIDGESTONE = 2,4 milliards de bénéfices en 2019 = 800 suppressions d'emploi

On assiste par ailleurs à une précarisation croissante dans la Fonction Publique, avec un manque de personnel criant dans la Fonction Publique hospitalière, dans l'Éducation nationale et dans la Fonction Publique territoriale ...

Face à cette casse massive de l'emploi, l'heure est plus que jamais à la solidarité dans la lutte des travailleur-se-s pour défendre l'emploi ! **RENDEZ-VOUS à BAGNOLS-SUR-CEZE :**

LE SAMEDI 5 DÉCEMBRE 2020 - 10 H 30 - AU MONUMENT AUX MORTS

EXIGEONS

- L'arrêt des licenciements boursiers.
- Une réduction du temps de travail à 32 heures.
- La suppression définitive de la réforme de l'assurance chômage (les mesures appliquées depuis le 1^{er} novembre 2019 et celles programmées pour le 1^{er} janvier 2021) et l'abandon de la réforme des retraites.
- Un SMIC à 1700 euros.
- Le recrutement de fonctionnaires à la hauteur des besoins réels et la suppression de la loi dite de « transformation » de la Fonction Publique qui ouvre la porte à la précarisation par le biais de la contractualisation.
- L'arrêt des contrôles et des sanctions contre les chômeur-se-s et précaires et l'attribution de moyens suffisants, notamment humains, à Pôle Emploi pour que sa mission de service public soit correctement remplie.

GAGNER LE PLEIN EMPLOI , C'EST POSSIBLE , SI NOUS IMPOSONS UNE RÉPARTITION DES RICHESSES AU SERVICE DES BESOINS DE LA POPULATION. IMPOSER UNE TELLE TRANSFORMATION NÉCESSAIRE DE LA SOCIÉTÉ SUPPOSE DE REMETTRE EN CAUSE LE POUVOIR DE LA FINANCE ET CELA REQUIERT UNE LUTTE FORTE ET DÉTERMINÉE !